

commando katharina hammerschmidt
fraction armée rouge
30/03/1993

Rien n'a changé au fait que nous ayons besoin et que nous voulons la coupure que nous avons fait dans notre histoire.

Parce que nous nous situons dans un processus ou peut être développé un contre-pouvoir social d'en-bas, et de cela une nouvelle conception pour un processus de modifications révolutionnaires.

Cela nécessite une discussion (\) a laquelle participent des gens différents et qui donnent de nouvelles bases et des critères communs à ce processus.

Cela tourne autour de la construction d'un contre-pouvoir social qui pourrait rentier comme force pertinente dans le nouveau combat international pour le renversement des rapports capitalistes destructeurs.

Il faudra donc saisir l'ensemble de la réalité changée aussi bien sur le plan international que sur le plan intérieur de la société, et également dans ce processus "virer toute la bonne vieille ferraille des conceptions (de la gauche)...".

Car c'est uniquement dans une discussion touchant au fond qu'il sera possible de gagner une conception montrant comment on peut trouver des comportements révolutionnaires.

Et ce n'est que par ce processus qu'on pourra répondre de manière nouvelle aux questions des moyens du combat et aux formes concrètes de l'organisation. Ce processus a pour nous, comme auparavant, la plus grosse priorité.

La nécessité de cela peut être ressentie à tout moment, lorsqu'on a devant les yeux le développement très rapide et destructeur du système capitaliste.

Ce système a depuis longtemps apporté la misère sociale et matérielle et la mort à des millions de personnes dans les trois continents.

Aujourd'hui le développement progressif de cette crise fondamentale est arrivé à un point tel qu'il n'est plus possible de refouler la destruction des conditions de vie dans les métropoles elles-mêmes, la misère sociale et matérielle est devenue ici la réalité de toujours plus de gens, beaucoup de gens sentent que la perspective que leur donne le système n'est qu'absence d'espoir. Dans cette situation, l'absence d'une alternative sociale pleine de sens a des résultats catastrophiques.

Pendant que l'Etat attise et encourage l'élargissement et l'escalade de la mobilisation raciste et fasciste de la société, et qu'il a par exemple par ses calomnies ciblées contre les réfugié/e/s réussi à canaliser dans une direction réactionnaire une majeure partie des contradictions apparues, la situation de notre côté se caractérise comme auparavant par l'isolement et la désorganisation.

En août de l'année dernière, nous avons écrit un texte traitant de réflexions sur notre histoire et dans lequel nous donnons par la même occasion des critères et des réflexions pour le futur, pensées qui sont issues de discussions de ces dernières années.

Ces pensées sont pour nous un point de départ à la discussion que nous voulons mener. Naturellement de nouvelles questions et réflexions s'y sont rajoutées. Même si nous n'avons pas besoin de développer plus loin et plus précisément la discussion.

D'une partie du mouvement des femmes nous est venue la critique que nous ne nous sommes que faiblement engagé dans leurs discussions qu'elles considèrent comme très importantes ces dernières années, comme la discussion sur le racisme.

Et avec des événements capitaux comme par exemple Rostock il est devenu urgent pour nous de mener ces discussions de manière plus précise.

Même si nous considérons comme avant que l'aggravation des conditions de vie et l'absence de perspective qui se propagent chez les gens, comme l'absence de gauche comme force, forment une raison de la précipitation chez les fascistes.

Il est clair également de l'autre côté que les racines sont plus profondes pour que, dans les métropoles, dans la nouvelle grande Allemagne, le mécontentement éclate avec une telle ampleur contre les étrangers. Tous/toutes doivent se situer très consciemment par rapport à cela. Comme un Mozambicain l'a dit en substance : chez nous aussi les gens sont pauvres et cela n'empêche pas qu'ils/elles ne frappent pas pour autant le prochain d'entre eux/elles.

La discussion sur le racisme sera ainsi sûrement une partie importante dans la construction d'un contre-pouvoir d'en-bas - qui ne peut pas rester dans le ghetto ou être mené comme séparément par rapport aux autres mais doit en appeler à la conscience elle-même, comment chacun'e veut être et quel développement de la société est voulu.

Que dans le passé des erreurs ont eu lieu, cela a été critiqué par le groupe autonome L.U.P.U.S. dans leur livre "histoire, racisme et le bateau" : " aussi évident et étudié que cela en a l'air de se disputer aujourd'hui sur le racisme , sur le "cas allemand" ou sur les spécificités allemandes, la gauche révolutionnaire a oublié cela ces 20 dernières années...

ce qui est impossible dans les discussions sur le comportement patriarcal semblait alors tomber dans la question de "l'être allemand" : "nous n'en avons rien à faire". (Note du traducteur : ce que veut dire le

collectif lupo, c'est que le sexisme était attribué à la spécificité allemande, que les autonomes ne se sentaient pas concernés par cela et ne voyaient pas le sexisme comme structure dans la société elle-même).

Les chances sont grandes aujourd'hui de faire très différemment et de trouver du nouveau. La question de la construction d'un contre-pouvoir par en-bas n'est pas seulement la question de blancs / blanches, de la gauche allemande, mais une question de savoir comment les gens, qui vivent ici, peuvent s'organiser ensemble.

Et la population est ici composée de gens de nationalités et de couleur de peau très différentes.

"...le dialogue avec les femmes noires ne doit pas avoir lieu dans les pays éloignées, mais cela serait / est plus intensif avec les femmes qui vivent en R.F.A..

L'histoire des émigrantes et le savoir de leurs pays d'origine est pour la compréhension des liens internationaux aussi importantes que leurs avis politiques, et leur expériences avec le racisme et autre sexisme, qui les touchent ici, pour la compréhension de la société de la R.F.A...." (de "Basta", femmes contre le colonialisme) "...cela a été le mouvement soixante-huitard qm, après que le fascisme ait poursuivi et anéanti la judéité à l'intérieur de l'Etat, a rendu sa vie et ses droits à la gauche, ses valeurs, sa culture et sa continuité en Allemagne de l'ouest.

Et si aujourd'hui il y a refascisation, cela sort du vacuum (note : vide) politico-culturelle, que cette gauche a laissé devant la responsabilité à l'échelle de la société et l'apport de valeurs et de positions" (Lutz Tauber, prisonnier membre de la R.A.F.).

C'est un travail de la gauche que d'affirmer et de vivre de nouvelles valeurs dans la praxis, sinon il ne ressortira de la société que ce que 500 ans de colonialisme ont fait de la conscience des populations métropolitaines : une idéologie raciste.

La conscience des surhommes blancs est depuis 500 ans la condition pour l'exploitation colonialiste et impérialiste des peuples des trois continents.

Cela existe dans la conscience des populations blanches des métropoles depuis cette histoire et est souvent mobilisé par l'Etat et le capital dans les périodes de crise.

Le racisme, c'est catégoriser les gens en tant que "différent", "supérieur" ou "inférieur".

Ainsi sont catégorisé/e/s ceux/celles qui ne sont plus utilisé/e/s dans le processus de production ou qui doivent être encore plus exploité/e/s.

La destruction du social entre les gens est la condition du racisme.

Cette destruction signifie que sur la base du système capitaliste, du 24h sur 24 de la performance et de la concurrence, on vole aux gens leurs propres critères, que l'on remplace par des valeurs fonctionnelles pour le capitalisme, le plus effectif dans les métropoles.

Cela se voit par exemple à l'attitude vis-à-vis du travail et de la performance comme critère de valeur des gens, et au fait de mener toute sa vie à un rythme et dans un stress entièrement pré programmé, où il n'y a aucune place pour la créativité et la joie de vivre.

Cela se montre par le fait que dans ce système tout devient marchandise, également le rapport au corps, où ce sont évidemment les femmes qui sont le plus obligé de vendre leurs corps comme une marchandise, qui est consommée ou refusée par les hommes.

Cela était et est toujours la condition de la domination du système capitaliste sur les femmes et les hommes, de tracer entre eux/elles mille divisions : entre ceux/celles qui ont plus de valeurs et ceux/celles qui en ont moins, entre ceux/celles qui ont une capacité de travail et les "réfractaires", entre les noir/e/s et les blancs/blanches, entre les hommes et les femmes, entre les vieux/vieilles et les jeunes, entre les malades, les faibles, les handicapé/e/s et les forts, les sains, entre les "intelligents" et les bêtes.

Ce processus de destruction a aujourd'hui une telle dimension que la société commence à s'attaquer elle-même.

La conscience raciste, comme processus destructeur dans la société elle-même, ne peut être vaincue que dans des combats où les valeurs et les rapports sociaux sont monté/e/s et renversé/e/s.

On ne peut se présenter une perspective de développement révolutionnaire que dans un tel processus.

Ou bien la gauche - et nous entendons tous ceux / toutes celles qui cherchent une voie permettant d'en arriver à une vie digne ici et dans le monde - réussit un nouveau départ, qui a ses effets sur la société, ou bien le "départ" reste du côté de la droite, du côté fasciste.

Ou bien de notre côté se développe un mouvement d'en bas, qui est défini par la solidarité et la justice, du combat contre les "froids" sociaux, l'absence de perspective et la misère, ou bien les contradictions explosives resteront destructrices et la violence explosera : chacun/e contre chacun/e.

-Il y a des gens de gauche qui ne veulent pas se positionner vis-à-vis de ce développement de la société, comme nous et d'autres se le sommes présentés, car ce serait réformiste.

De telles discussions à propos de "révolutionnaire ou réformiste" ne sont d'aucune utilité pour la redéfinition d'une politique révolutionnaire; et s'en tenir sans déborder tout le temps aux vieilles choses claires ne permet pas de répondre aux questions qui se posent aujourd'hui.

Les confirmations mutuelles que la révolution doit être internationale sont banales - elles n'aident personne, même pas les peuples du sud ou de l'est.

Les véritables questions ne commencent vraiment qu'à partir de la question de savoir comment peut être construit ici un contre-pouvoir social pouvant s'intégrer dans les discussions et les combats internationaux à partir des expériences faites et de ses propres avancées, et ce comme force réelle.

En ce sens le reproche que nous chercherions une redéfinition en-dehors des rapports internationaux est aussi superficielle qu'absurde.

La précipitation sur les efforts des autres pour voir comment on peut tout briser (ou, si cela marche, s'y raccrocher) est une manière d'agir classique chez la gauche allemande.

Le positif au fait que dans les discussions depuis le 10.4 de l'année dernière à l'intérieur de la gauche radicale une partie des anciens déchets comme la concurrence et les frontières de la pensée ou l'adhésion gâteuse à une manière d'agir ont eu une haute conjoncture, est qu'il est autant facile de les dépasser qu'ils reviennent souvent.

La condition pour la redéfinition de la politique révolutionnaire tient à ce que les gens se rejoignent, s'organisent et agissent, veulent vraiment savoir l'un/e de l'autre et veulent permettre et développer de nouvelles réflexions.

Depuis que de notre côté, il y a un an, nous avons arrêté l'escalade, l'Etat a en partie aggravé la chasse aux personnes progressistes qui sont des opposant/e/s politiques de ce système; les tentatives de combattre pour l'espace d'un autre développement malgré l'isolement sont détruites, comme auparavant. Un exemple éclatant a été la tentative d'empêcher dès le début la tenue d'un contre-congrès contre la conférence économique mondiale à Munich, de rendre impossible une discussion internationale, ainsi que l'empêchement de la manifestation.

L'organisation (note du traducteur : au sens de : le fait d'organiser) antifasciste est criminalisée et des manifestations, comme l'été dernier à Mannheim, réprimées.

Evidemment il y a un lien entre la répression à l'égard des débuts d'auto-organisation, l'emprisonnement des antifas et les mobilisations fascistes augmentant de vigueur.

Les dominants savent que toutes les mesures qu'ils doivent prendre avec la crise vont vers une aggravation interne des contradictions.

Le social démonté, une augmentation du manque de logements, du chômage, une crise de l'acier, de l'industrie automobile...

Renier, le chef de daimler-benz (note du traducteur : mercedes), s'attend selon le Spiegel (note du traducteur: revue du type Nouvel Obs) à 30-50 ans de crise - tout cela doit être reporté sur la population. En même temps l'Etat doit créer une mobilisation pour la grande Allemagne.

Quant par exemple des troupes militaires de la Bundeswehr sont utilisées, il est vrai de manière indirecte - comme dans la guerre contre l'Irak et le peuple kurde - alors l'Etat allemand cherche à donner une perspective d'une autre dimension et une plus grosse acceptation ici aussi à l'intérieur pour l'Allemagne comme puissance militaire - et il ne reste pas grand chose à part une mobilisation blanche, raciste' des "citoyens allemands", permettant de maintenir l'union de la société aux intérêts de la classe dominante capitaliste.

Pendant que d'un côté les capitalistes mettent en place des lois racistes sur les réfugié/e/s et le droit d'asile et ont mis dans la tête des gens avec un but bien précis que les réfugié/e/s étaient le "problème des allemands", et ont ainsi en pratique appelé à la mobilisation fasciste, ils se cachent en même temps de l'autre côté derrière les manifestations contre le racisme comme à Berlin à la fin de l'année dernière.

Ainsi doit être canalisé et fonctionnalisé en faveur de l'Etat l'indignation de beaucoup de gens contre les actions et les meurtriers fascistes. Afin d'éviter que de cette indignation ne se développe un mouvement de solidarité internationale des oppnmé/e/s contre les dominants et leurs nervis (fascistes).

Les médias ont des semaines entières rabattu : il s'agit de violence, de violence de droite comme de gauche.

Pendant qu'ici quotidiennement des personnes étrangères, handicapées et sans abri sont attaquées, et qu'il y a eu rien qu'en 1992 17 mort/e/s, Kohl se présente et parle d'extrémisme de droite comme de gauche qui doit être combattu.

La joie des dominants devant l'écroulement du système des états socialistes et devant la "grande victoire" du système capitaliste est déjà silencieuse depuis quelques temps - ce développement a amené le système capitaliste à sa grande crise - les dominants n'ont pas de réponse à cette crise - ce qui ne veut pas dire qu'ils ne vont pas essayer de réguler la situation là où ils le peuvent par des plans et des mesures inhumaines.

Il semble que l'unique ligne qui leur soit claire est le combat contre la gauche.

Tout doit ici être réprimé, ce qui est pour une mobilisation anti-fasciste et anti-raciste d'en-bas et contre les intérêts des dominants.

Ils veulent empêcher les débuts d'organisation par les gens des résolutions des problèmes par en bas.

De là l'Etat mène un combat de vengeance contre les vieux/vieilles communistes et les antifascistes, qui

s'est montré de façon exemplaire au procès et à l'emprisonnement de Gérard Bögelein, jusqu'à ce qu'on le laisse sortir juste avant sa mort.

Tout ce qu'il y a eu de développé comme expérience de résistance doit être éradiqué. Et justement cette position se montre dans l'attitude de l'Etat envers nos camarades prisonnier/e/s.

Nous avons souvent été critiqué parce que nous avons relié dans notre communiqué d'avril de l'année dernière notre décision de césure avec la situation des prisonnier/e/s ou, plutôt, avec la volonté de destruction de l'Etat.

Nous avons pourtant fondé la coupure dans notre histoire sur la nécessité de développer de nouveaux fondements, et dit que cette nécessité existait indépendamment de l'action de l'Etat.

Mais nous étions conscient/e/s dès le début que cela n'était pas clair, comment l'Etat réagissait, lorsque nous arrêtons la pression de notre côté, et c'est pourquoi nous avons, avec la menace maintenue ouverte, la possibilité d'intervenir là où il serait nécessaire de donner des frontières au comportement destructeur de l'Etat.

En août 92 nous avons écrit : "nous allons considérer l'intervention armée comme un moyen de rétorsion et non comme une stratégie continuante. Nous ne reviendrons ainsi pas simplement au passé.

Cette escalade ne va pas dans notre intérêt.

Mais l'Etat doit savoir, s'il ne nous laisse pas d'autres possibilités, que nous avons de notre côté les moyens, l'expérience et la détermination d'en prendre la responsabilité".

C'est du bavardage que de dire que nous aurions, ou plutôt que nous aurions rendu dépendant de la situation des prisonnier/e/s le développement d'une politique révolutionnaire.

Mais c'est un fait que notre pas a par exemple des effets sur comment l'Etat va répondre à la question de la liberté des prisonnier/e/s politiques.

Le tout est une situation contradictoire : c'est à cela que nous avons à faire et dans lequel nous devons bouger. Nous ne vivons après tout pas dans le vide.

Après que nous ayons levé la pression de notre côté, l'Etat s'est décidé une fois de plus pour l'escalade en ce qui concerne les prisonnier/e/s - la sentence contre Christian Klar et la nouvelle vague de procès de toute façon doit cimenter pour beaucoup la prison à vie : la décision de ne pas libérer Bernd Rössner avec le refus des demandes de libération des prisonnier/e/s.

La justice en est arrivé à les obliger à avoir des consultations psychiatriques, où ils/elles doivent affirmer que leur combat que leur départ comme leur opposition au système est une folie.

Les prisonnier/e/s ne doivent pas être réuni/e/s sinon ils/elles pourraient participer à des discussions sur les procès et la société, et ils/elles doivent encore moins être dehors.

Comme avant, ils/elles doivent être écrasé/e/s et leur expérience de combat tenue à l'écart des autres.

Il est totalement clair qu'une décision politique de l'Etat est nécessaire, afin de passer d'une attitude de destruction envers les prisonnier/e/s à un rapport politique avec la question des prisonnier/e/s - le politique a pourtant confié cette question à la justice, qui ne donne évidemment pas la décision que le politique n'a pas voulu.

Il est certain que, comme auparavant, 1000 questions sont sur la table, et une discussion solidaire qui ferait apprendre ensemble des expériences faites des combats des 25 dernières années, qui pourrait développer de nouvelles clefs pour le futur et des critères communs pour une nouvelle conception d'un processus révolutionnaire, n'a presque pas commencée.

Mais il y a des principes et des évidences qui ne doivent pas être remis/remises en question, avec lesquelles nous agissons simplement : par exemple notre rapport avec les camarades emprisonné/e/s, et le fait que l'Etat torture depuis 22 ans les prisonnier/e/s poEtiques en quartier d'isolement - nous combattons pour la liberté de ces prisonnier/e/s.

Nous ne dirons pas : nous sommes maintenant à la recherche d'une nouvelle stratégie, et ce qui advient d'eux et elles ne rentre maintenant pas dans notre concept.

Nous ne pouvons pas voir un nouveau départ, un développement de nouvelles conceptions, sans lien avec la question de savoir comment peut être gagné la liberté de nos camarades, qui ont été pris dans 22 ans de combat : ils/elles sont depuis 18, 22 ans... en isolement (ou en très petits groupes isolés), mais là n'est pas la question !

TOUT LE MONDE DOIT SORTIR MAINTENANT !

Nous avons fait sauter la prison en construction de Weiterstadt avec le commando Katharina Hammerschmidt et ainsi évité que pour des années des gens soient enfermés/e/s là-bas.

Nous voulons avec cette action contribuer à la pression politique qui veut briser la position dure à l'égard de nos camarades prisonnier/e/s, qui peut faire reculer l'Etat sur cette question.

Mais pour que leur liberté puisse être imposée, il faut les initiatives de beaucoup et les plus différentes et multiples. L'année dernière nous avons essayé, malgré la césure, de tenir une pression politique de notre côté sur cette question à propos de la menace.

Ce qui aurait pu avoir de l'effet et créer des frontières a justement été systématiquement démonté par des camarades de la gauche radicale.

Avec notre action nous présentons la pression de manière différente et actualisons la menace.

Nous pensons que cela peut être utilisé.

"Nous exigeons la fermeture de la prison de Weiterstadt ! Weiterstadt est conçu comme une prison pour expulsion, et construite sur un terrain contaminé..." (d'un papier de discussion de prisonnier/e/s de la prison de Stammheim-Stuttgart, sept. 91).

La prison de Weiterstadt est l'exemple de l'attitude de l'Etat à l'égard des constructions apparues et s'affirmant : contre toujours plus de gens, la prison, la prison, la prison, et elle est là comme prison pour expulsion, pour la politique raciste de l'Etat vis-à-vis des réfugié/e/s.

Dans sa perfection technologique d'isolement et de différenciation des personnes prisonnières, c'est un modèle pour l'Europe.

Weiterstadt était à côté de Berlin-Plötzensee la deuxième prison de haute sécurité entièrement nouvellement conçue en R.F.A..

Avec des notions comme "exécution de groupes d'habitation", avec sa cellule de haute sécurité pour femmes, elle va être présentée comme la prison la plus "humaine" en R.F.A..

Derrière cette notion se cache un concept développé scientifiquement, d'isolement, de différenciation et de contrôle total des prisonnier/e/s.

C'est le principe de la punition et de la récompense high tech, qui doit forcer les prisonnier/e/s à la discipline et la soumission, et enfin arriver à leur "participation" pour se briser eux/elles - mêmes.

Le système de surveillance électronique était le plus cher et le plus parfait de toute l'Europe, où tous les propos et mouvements des prisonnier/e/s sont contrôlés et doivent être utilisés pour mettre en valeur le programme psychologique, afin de briser tout mouvement/sentiment de solidarité, d'amitié et d'auto-organisation.

"Avant que les prisonnier/e/s ne soient divisé/e/s en différents groupes d'habitation, ils/elles passent seul/e/s par le service d'hospitalisation, où une équipe de psychiatres met en évidence les volontés d'adaptation, de résistance.

En fonction des résultats a lieu la distribution des groupes d'habitation.

Ils sont divisés hiérarchiquement, à commencer par les inébranlables et les non-coopératifs/ives, jusqu'aux coopérant/e/s.

Le but : une "carrière" du prisonnier/e par la montée du plus bas (= non coopératif) au plus haut (= le plus conforme) des groupes d'habitation". (tiré du journal d'infos de Darmstadt, "die bunte hilfe").

Une femme de Plötze a écrit cela, après avoir combattu par une grève de la faim contre les groupes d'habitation : "la situation est caractérisée par la répression et le contrôle, comme cela est présenté dans sa totalité.

La Plötze est conçue aussi architectoniquement que personnelle, ce qui rend impossible un contact entre les femmes, ou alors enregistré jusqu'au moindre détail.

Les femmes sont parquées dans des communautés imposées et protégées, où elles sont choisies en fonction de leur adaptation et comment elles se démolissent les une les autres.

Les cellules insonorisées ont du matériel avec lequel les femmes sont acoustiquement surveillées.

Les couloirs sont remplies de caméras, et la salle de groupe, où les prisonnières se rencontrent lors du temps libre, est vitrée en bref la surveillance parfaite de tout comportement..."

Avec le mensonge de la "prison humaine", la justice voulait préparer le déplacement des prisonnier/e/s des autres prisons vers Weiterstadt.

Des années durant on ne s'est pas préoccupé de nombreuses revendications des prisonnier/e/s de Francfort-Preungesheim parce qu'on savait qu'il y aurait en 93 la prison de Weiterstadt.

Mais qu'a d'exemple la réclamation du démantèlement du béton aveuglant de Preungesheim à faire avec Weiterstadt?

Rien.

Même pas la prétention de pouvoir modifier grâce à Weiterstadt (prévue déjà avant) la situation des prisonnier/e/s à Preungesheim ne correspond à la réalité.

Elle a le but propagandiste de camoufler qu'ils construisent de plus en plus de prisons (Preungesheim ne doit pas être fermée mais reconstruite), qu'ils forment toujours plus de place d'enfermement, et enferment toujours plus de monde, ce qui est leur réponse au développement de la société.

La construction de prisons n'est pas une solution pour les prisonnier/e/s.

Leurs revendications doivent être suivies : les prisons doivent être détruites.

LIBERTE DE TOUS ET TOUTES LES PRISONNIER/E/S POLITIQUES !

LIBERATION DE TOUS/TOUTES LES CONTAMINE/E/S HIV !

NOUS SALUONS TOUS CEUX ET TOUTES CELLES

QUI SE BATTENT POUR LEUR DIGNITE - A

PREUNGESHEIM, SANTA FU, PLÖTZENSEE,

RHEINBACH, STAMMHEIM, STRAUBING...

SOLIDARITE AVEC LES COMBATS
INTERNATIONAUX DES PRISONNIER/E/S!
LA VOIE DE LA LIBERATION PASSE PAR LE PROCESSUS D'APPROPRIATION SOCIALE, QUI FAIT
PARTIE D'UN NOUVEAU COMBAT INTERNATIONAL POUR LA REVOLUTION !
COMBATTRE LE RACISME DE L'ETAT ET DES NAZIS !

CASSER LA CONSCIENCE RACISTE DANS LA SOCIETE PAR LE COMBAT DU SOCIAL ENTRE LES
GENS, ET POUR CELA NOUS AVONS BESOIN DTJN MOUVEMENT DE LA BASE, DETERMINE PAR
LA SOLIDARITE ET LA JUSTICE, PAR LE COMBAT CONTRE LES FROIDEURS SOCIALES,
L'ABSENCE DE PERSPECTIVES ET LA MISERE ! POUR UNE SOCIETE SANS PRISONS !

P.S.: la prétention que nous aurions protégé la vie des gardiens et des types de bas rang de la justice pour des raisons de "tactique actuelle", ou qu'ils n'auraient eu la vie sauve que grâce à Kinkel, est naturellement un mensonge.

La RAF n'a pas l'intention de tuer ou de blesser de tels gens.

Ce mensonge repose sur le même fait que celui du bureau du procureur fédéral qui a fait disparaître les affiches d'avertissement que nous avons placé pour fermer le terrain sur un grand espace où il/elles auraient pourtant aimé trouver une épingle à cheveux dans leur recherche.